



DECLARATION FSU88 au CTSD du 7 avril 2015

Alors que le nombre d'élèves par classe est au national toujours l'un des plus élevés d'Europe et que notre école a vu plus de 25 000 postes supprimés entre 2007 et 2012, seulement 2 511 postes d'enseignants vont être créés à la rentrée prochaine. Ces créations seront insuffisantes pour ouvrir partout où c'est nécessaire de nouvelles classes, mais aussi réduire leur taille pour permettre la réussite scolaire de vos enfants.

Dans les Vosges, un des départements les plus touchés par l'austérité, 16 postes de Professeurs des écoles vont être supprimés, alors qu'on manque cruellement de remplaçants, de maîtres spécialisés dans les RASED et de formation continue.

Par exemple, créer 20 000 postes d'enseignants dans les écoles ne coûterait que moins de 1% de ce que coûte à l'Etat la fraude fiscale annuelle et permettrait :

- d'assurer les remplacements ordinaires ;
- de baisser les effectifs par classe ;
- de rétablir les Rased ;
- de mieux former les enseignants.

Ces moyens sont nécessaires pour répondre aux besoins des élèves et les conduire sur le chemin de la réussite.

Au lieu de tout cela, c'est une formation CAPASH sur le dos des enseignants, aucune formation de nouveaux psychologues scolaires alors que le manque est criant, des ULIS surchargées, un manque de place en SEGPA, des remplacements non effectués, une formation continue en berne...

Il s'agit aussi pour nous d'être entendus sur nos salaires qui n'ont pas été valorisés depuis des années, alors que nous figurons parmi les enseignants les moins bien rémunérés en Europe. Cette dégradation a des conséquences sur le métier d'enseignant qui est de moins en moins attractif et les concours peinent à trouver des candidats.

Si l'augmentation en postes de « plus de maîtres que de classes » et de « moins de 3 ans » peut-être saluée, la FSU ne peut se contenter de cette situation.

La suppression de 16 postes dans les écoles et de 37 postes dans les collèges des Vosges ne permet pas de répondre aux besoins alors que de trop nombreuses équipes sont en souffrance.

Pour la FSU, ces suppressions s'ajoutent aux pertes d'emplois du département et ne font qu'accentuer les conséquences économiques et la fuite de la population, alors que les besoins sont bien présents.

L'Ecole et les Services Publics ne sont pas un coût, mais un investissement pour construire une société plus juste et plus solidaire pour les citoyens de demain.

C'est pourquoi la FSU appelle à la grève le 9 avril prochain.